



Département
de l'Essonne
Arrondissement
d'Evry-Courcouronnes

VILLE DE DRAVEIL

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

DCM 26 09 101

Service :

Affaire suivie par :

Nomenclature :

Objet :

THEATRE

A. FLECKINGER / A. DA CRUZ

3.5 – Actes de gestion du domaine public

**Actualisation du Règlement Intérieur du Théâtre et du Café Cultures
relatif à la mise à disposition des locaux**

L'an deux mille vingt-six, le jeudi 24 septembre à 19h00, le conseil municipal de la commune de Draveil, légalement convoqué le 18 septembre, s'est rassemblé dans la salle du théâtre Donald Cardwell de Draveil, sous la présidence de Madame Anne-Marie JOURDANNEAU-FORT, Maire.

Le Maire

Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte.

Art R421-1 du Code de Justice Administrative : La juridiction ne peut être saisie que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée. Lorsque la requête tend au paiement d'une somme d'argent, elle n'est recevable qu'après l'intervention de la décision prise par l'administration sur une demande préalablement formée devant elle. Le délai prévu au premier alinéa n'est pas applicable à la contestation des mesures prises pour l'exécution d'un contrat.

Art R421-2 du CJA : Sauf disposition législative ou réglementaire contraire, dans les cas où le silence gardé par l'autorité administrative sur une demande vaut décision de rejet, l'intéressé dispose, pour former un recours, d'un délai de deux mois à compter de la date à laquelle est née une décision implicite de rejet. Toutefois, lorsqu'une décision explicite de rejet intervient avant l'expiration de cette période, elle fait à nouveau courir le délai de recours. La date du dépôt de la demande à l'administration, constatée par tous moyens, doit être établie à l'appui de la requête. Le délai prévu au premier alinéa n'est pas applicable à la contestation des mesures prises pour l'exécution d'un contrat.

Art R421-3 du CJA : Toutefois, l'intéressé n'est forcé qu'après un délai de deux mois à compter du jour de la notification d'une décision expresse de rejet :

1° Dans le contentieux de l'excès de pouvoir, si la mesure sollicitée ne peut être prise que par décision ou sur avis des assemblées locales ou de tous autres organismes collégiaux ;
2° Dans le cas où la réclamation tend à obtenir l'exécution d'une décision de la juridiction administrative.

Art R421-4 du CJA : les dispositions des articles R421-1 à R421-3 ne dérogent pas aux textes qui ont introduit des délais spéciaux d'une autre durée.

Art R421-5 du CJA : Les délais de recours contre une décision administrative ne sont opposables qu'à

Présents : 32

Mme JOURDANNEAU-FORT, M. ROUSSET, Mme HIDRI, M. KALKIAS, Mme CHEVEREAU, M. PAQUET, M. CHARDEY, M. DAFI, Mme BOUILLOT, M. ZAKY ABDOU, Mme MATSA, M. MABROUK, Mme PAYEUR, M. ARFI, Mme TZAREWSKY, M. SAINT-JULIEN, Mme RABESON, M. HADZIC, M. GUALA, M. ROBERT, Mme TRICOT, M. TORES, M. DAMERVAL, Mme BLOSER, M. ALGRE, Mme BELLAY, Mme GARAH, Mme DESBOIS-BOUBY, Mme VIC, M. BATTESTI, Mme TILLY, Mme DI MAMBRO

Absents, Excusés, Représentés : 7

Mme DONCARLI représentée par Mme JOURDANNEAU-FORT, Mme DUSSAUD représentée par M. ROUSSET, Mme BEGUIN représentée par M. CHARDEY, Mme ABDELLI représentée par Mme BOUILLOT, M. MAHEO représenté par Mme GARAH, M. GUIN représenté par Mme DESBOY-BOUBY, M. FOURNIER représenté par Mme DI MAMBRO,

Secrétaire :

Mme CHEVEREAU

VU le Code général des collectivités territoriales,

VU le Code de la propriété des personnes publiques,

VU la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et notamment son article 9-1,

VU la loi n°2021-1109 du 24 août 2021,

VU la délibération 22 12 113 portant sur la tarification et les conditions de mises à disposition des salles de spectacles du Théâtre et du Café Cultures,

VU la délibération 24 07 051 approuvant le Règlement Intérieur de mise à disposition du Théâtre et du Café Cultures,

VU l'avis favorable de la Commission « Culture, Sports, Vie associative » du 23 septembre 2026,

Accusé de réception en préfecture
091-219102019-20260924-DCM26-09-101-DE
Date de télétransmission : 29/09/2026
Date de réception préfecture : 29/09/2026

la condition d'avoir été mentionnés, ainsi que les voies de recours, dans la notification de la décision.
De même, en cas de recours ne nécessitant pas la présence d'un avocat, vous pourrez saisir le tribunal susmentionné par le site « Télérecours Citoyens » à l'adresse suivante : www.telerecours.fr, et ce en application de l'article R421-1 du Code de justice administrative.

Notification le

Publication le

Transmission en préfecture le

CONSIDERANT que les normes de sécurité des établissements accueillant du public nécessitent d'être précisées dans le Règlement Intérieur,

Madame le Maire propose d'intégrer au Règlement Intérieur les niveaux de jauges définies en fonction des salles, configuration et type d'événement ainsi que les modalités de contrôle de jauge et de responsabilités sécuritaires,

Madame le Maire propose aux membres du conseil municipal d'approuver la modification du règlement intérieur du Théâtre et du Café Cultures,

Elle donne lecture du Règlement Intérieur,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité,

APPROUVE le Règlement Intérieur du Théâtre et du Café Cultures conformément à l'annexe jointe, leurs annexes et tous documents y afférents.

DIT que le nouveau Règlement Intérieur sera applicable dès l'approbation par le Conseil municipal.

*Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits,
Ont signé au registre les membres présents,
Expédition certifiée conforme.*

Fait à Draveil, le

29 SEPT 2026

Annette CHEVEREAU
Secrétaire de séance



Anne-Marie JOURDANNEAU-FORT
Maire de Draveil